

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200251]

15 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement d'ordre intérieur type des Instances bassins créées par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant. — Formation. — Emploi

Le Gouvernement wallon,

Sur proposition du Ministre-président et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Vu l'article 7 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi;

Vu le décret du 24 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur type des Instances bassins créées par l'accord de coopération du 20 mars 2014, ci-annexé, est approuvé.

Art. 2. Conformément à l'article 7 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 précité, chaque Instance bassin adopte son règlement d'ordre intérieur dans le mois de sa mise en place sur base du présent règlement d'ordre intérieur type.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 15 janvier 2015.

Le Ministre-président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Annexe

Instance bassin Enseignement qualifiant Formation Emploi de ...

Règlement d'ordre intérieur

Pris en application de l'article 7 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi (ci-après l'accord de coopération).

CHAPITRE 1. — *Siège administratif*

Art. 1. Le siège administratif de l'Instance bassin EFE est situé

CHAPITRE 2. — *Missions*

Art. 2. Missions de l'Instance

§ 1^{er}. L'Instance bassin EFE assure le rôle d'interface et la concertation entre les interlocuteurs sociaux, les acteurs locaux de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'insertion.

Elle apporte un appui au pilotage de l'enseignement qualifiant et de la formation professionnelle exercé par les institutions dans le respect de leurs prérogatives, en :

- veillant, au niveau local, à la cohérence de l'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle avec les besoins socio-économiques constatés et l'offre d'enseignement et de formation existante sur le bassin EFE;

- favorisant le développement, au niveau local, des politiques croisées en matière de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant, d'emploi et d'insertion mises en œuvre conjointement par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

A ce titre, ses missions consistent à :

1. permettre un dialogue et une concertation permanente entre les interlocuteurs sociaux, les acteurs locaux de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'insertion;

2. assurer de manière permanente le recueil, la synthèse, le croisement et la mise en contexte des analyses réalisées par les administrations, les opérateurs d'enseignement, de formation, d'emploi et d'insertion et par les experts scientifiques et méthodologiques, tels que visés à l'article 6, alinéa 7, de l'accord de coopération, en termes de besoins d'emploi, d'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle existante ainsi que de ressources disponibles sur le bassin EFE;

3. établir, sur base des analyses visées au point 2 et dans le cadre des grandes orientations socio-économiques de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne définies dans leurs plans respectifs, une liste de thématiques communes aux filières professionnelles et métiers et diffuser celle-ci auprès des opérateurs d'enseignement qualifiant, de formation professionnelle, d'emploi et d'insertion;

4. transmettre des informations, rendre des avis, formuler des orientations aux opérateurs d'enseignement qualifiant (en ce compris aux CEFA), de formation professionnelle et d'insertion en matière d'offre d'enseignement qualifiant et de formation professionnelle;

5. développer des pôles de synergies afin de permettre l'émergence de projets communs visant l'amélioration des dispositifs locaux de formation professionnelle, d'enseignement qualifiant et d'insertion;

6. intégrer et assurer le bon fonctionnement de la ou des chambres de l'Instance bassin, telles que définies à l'article 6 de l'accord de coopération;

7. mettre en œuvre et assurer le bon fonctionnement de toute autre chambre visant à accueillir une nouvelle mission dans le domaine des politiques croisées en matière d'enseignement qualifiant, de formation et d'insertion, confiée aux Instances bassins par les parties signataires.

§ 2. L'Instance peut également être saisie de toute question en matière d'enseignement qualifiant, d'emploi et de formation professionnelle par les acteurs visés à l'article 10, § 2, de l'accord de coopération.

CHAPITRE 3. — *Fonctionnement*

Art. 3. Composition

§ 1^{er}. La composition de l'Instance bassin EFE est définie à l'article 6, § 1^{er}, de l'accord de coopération.

§ 2. L'Instance bassin EFE est habilitée à inviter à ses séances, de manière permanente ou ponctuelle, des personnes extérieures, à titre d'experts. Ces experts n'ont pas le droit de vote. Les experts invités à titre ponctuel quittent la séance lorsque leur présence n'est plus considérée nécessaire ou à la demande du président.

§ 3. Chaque Instance bassin est assistée par une équipe qui assure le secrétariat des réunions et le suivi des actions. Ces personnes sont sous la responsabilité fonctionnelle du coordinateur et sous l'autorité du président. Les membres de cette équipe dépendent cependant contractuellement, chacun pour ce qui le concerne, de la Communauté française et du FOREM ou de Bruxelles Formation, pour, l'Instance bassin de Bruxelles. Ils sont soumis à des régimes de travail propres à leur appartenance d'origine.

Des liens réguliers seront organisés entre les équipes des Instances bassins et leurs autorités contractuelles afin d'assurer le suivi et la bonne coordination des actions.

Art. 4. Bureau

§ 1^{er}. Le bureau de l'Instance bassin EFE est formé, au minimum, du président et des 3 vice-présidents désignés selon les modalités définies à l'article 6 de l'accord de coopération. Les présidents des chambres sont également membres du bureau.

§ 2. Le président de l'Instance bassin EFE préside les réunions du bureau.

§ 3. Le bureau a pour mission de fixer l'ordre du jour, de préparer les travaux et de prendre toute mesure d'urgence, sous réserve de ratification par l'Instance bassin EFE à sa plus proche séance.

Art. 5. Convocations aux réunions

§ 1^{er}. Chaque Instance bassin EFE se réunit au minimum quatre fois par an, sur base d'un calendrier convenu en début d'année civile, sur convocation du président. La convocation précise la date, le lieu et l'heure des séances ainsi que l'ordre du jour et les documents joints. La convocation et les documents sont envoyés au moins cinq jours ouvrables avant la date de la séance. En cas d'urgence laissée à l'appréciation du président, les convocations doivent parvenir au plus tard, la veille du jour choisi pour la tenue de la séance.

§ 2. L'ordre du jour des réunions est établi par le bureau, compte tenu notamment des points à examiner d'office et des suggestions faites lors des séances précédentes. Les membres qui désirent voir inscrire un point à l'ordre du jour, doivent le communiquer au secrétariat de l'Instance bassin EFE au plus tard 8 jours ouvrables avant la date de la réunion.

§ 3. Seuls les points figurant à l'ordre du jour sont examinés. Si la majorité des membres présents sont d'accord, des questions ne figurant pas à l'ordre du jour peuvent être prises en considération. Lesdites questions ne peuvent toutefois donner lieu à une résolution ou un avis au cours de la même réunion, sauf décision contraire prise à l'unanimité des votants.

§ 4. Les membres qui ne peuvent participer à la réunion s'excusent auprès du secrétariat qui en informe le président.

Art. 6. Présidence

§ 1^{er}. Les séances sont ouvertes, suspendues et clôturées par le président. En début de séance, le secrétariat communique la liste des excusés et présences au président. Ce dernier fait approuver le procès-verbal de la réunion précédente. Ce fait doit être mentionné au procès-verbal de même que les remarques faites par les membres. Ce procès-verbal est revêtu de la signature du président ou, lorsque cela le nécessite, par un des vice-présidents et est transmis à tous les membres. Ce PV est rédigé par le secrétariat de l'Instance bassin EFE.

Le président dirige les débats et veille à ce que les dispositions du présent règlement soient observées. Il accorde la parole aux membres qui la demandent.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la fonction de celui-ci est assumée alternativement par l'un ou l'autre des vice-présidents ou, à défaut, par le membre le plus ancien choisi à tour de rôle parmi les différentes composantes de l'Instance bassin. A ancienneté égale, le membre le plus âgé sera préféré.

Art. 7. Suppléance et démission

§ 1^{er}. En cas d'absence d'un membre effectif, ce dernier est remplacé par son suppléant. A charge du membre effectif d'informer et de communiquer tous les documents nécessaires à son suppléant.

§ 2. Lorsqu'un membre de l'Instance bassin EFE est absent à quatre séances consécutives sans excuse, l'Instance bassin peut se saisir du problème. Avec l'accord de l'Instance bassin EFE, le président adressera un courrier à l'intéressé lui demandant de choisir entre une présence régulière et la remise de sa démission. Un courrier dans le même sens peut être envoyé à l'organisme qu'il représente.

§ 3. Lorsqu'un membre effectif démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il cesse de plein droit de faire partie de l'Instance bassin EFE et est remplacé par son suppléant. L'autorité qui l'a mandaté désigne un nouveau suppléant. Le membre désigné en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. Communication et confidentialité

§ 1^{er}. Les séances de l'Instance bassin EFE ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent aux réunions sont tenues de respecter le secret des documents à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués ainsi que le secret des délibérations et des votes.

§ 2. Les membres doivent faire preuve d'impartialité et de discrétion. En cas de survenance d'un conflit d'intérêts, le membre s'abstient de prendre position sur le dossier concerné et de participer à la délibération et au vote.

Art. 9. Coordination et secrétariat

§ 1^{er}. L'Instance bassin EFE garantit le bon fonctionnement de ses chambres, telles que définies à l'article 6, §§ 2 à 4, de l'accord de coopération, et veille à la bonne coordination des actions.

§ 2. Les secrétariats des chambres et de l'Instance bassin EFE travaillent conjointement au sein de cette dernière sous l'autorité du président de l'Instance et du coordinateur.

CHAPITRE 4. — *Processus de décision*

Art. 10. § 1^{er}. Le président et le coordinateur n'ont pas voix délibérative. Cependant, le membre assurant la présidence conformément aux dispositions de l'article 6, § 2, du ROI conserve sa voix délibérative. Il sera tenu compte de sa présence en ce qui concerne l'application du paragraphe 3.

§ 2. Les membres invités et éventuels experts ont voix consultative.

§ 3. L'Instance bassin EFE ne peut valablement prendre de décision que si au moins 50 % des membres de chaque catégorie définie à l'article 3, § 1^{er}, du ROI sont présents ou représentés avec procuration. Elle prend ses décisions à la majorité simple dont au moins 50 % des membres présents dans chacune des trois composantes de l'Instance. Un membre ne peut être porteur que d'une seule procuration. Pour être valablement prise en compte, la procuration doit être transmise au secrétariat de l'Instance au plus tard en début de réunion.

§ 4. Si le quorum n'est pas atteint, le président convoquera à nouveau la réunion avec le même ordre du jour sous 15 jours ou procédera par voie électronique; les décisions inscrites à l'ordre du jour de la réunion ainsi reportée peuvent être adoptées valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 5 Le président fait connaître aussitôt le résultat du scrutin qui est acté au procès-verbal.

CHAPITRE 5. — *Pôles de synergie et groupes de travail*

Art. 11. § 1^{er}. L'Instance bassin EFE décide du nombre et des objets des pôles de synergie établis en son sein en fonction des secteurs d'activité, filières professionnelles et métiers qu'elle a identifiés comme thématiques prioritaires.

§ 2. Conformément à l'article 18, § 1^{er}, de l'accord de coopération, l'Instance bassin EFE en définit la composition et les modalités de fonctionnement.

§ 3. Les pôles de synergie, créés pour une durée de 3 ans maximum, éventuellement reconductible après évaluation, prennent leurs décisions par consensus et les communiquent à l'Instance bassin EFE. Cette dernière marque son accord sur les projets proposés et évalue les travaux du pôle.

§ 4. Pour la bonne exécution de ses missions, l'Instance bassin EFE est également habilitée à créer tout groupe de travail qu'elle jugera utile.

§ 5. Le secrétariat de l'Instance bassin EFE veille à assurer le secrétariat des pôles de synergie et des groupes de travail.

CHAPITRE 6. — *Assemblée des Instances bassins*

Art. 12. Le président de l'Instance bassin EFE est membre d'office de l'Assemblée des Instances bassins. Il peut s'y faire représenter. Cette représentation doit se faire de préférence par un vice-président et avoir l'aval du bureau de l'Instance.

Art. 13. Selon des modalités à définir par chaque Instance bassin, les présidents des chambres sont représentés à l'Assemblée des Instances bassins par le président de l'Instance bassin. Cela permet que les préoccupations de toutes les chambres soient relayées au niveau de l'Assemblée des Instances bassins.

CHAPITRE 7. — *Du règlement d'ordre intérieur*

Art. 14. Le ROI de l'Instance bassin EFE est soumis à l'accord du Gouvernement/du Collège, via les services de celui-ci.

Toute modification dudit ROI n'émanant pas de l'adaptation des prescrits légaux doit faire l'objet d'une demande préalable au bureau. Si celui-ci accepte la proposition de modification celle-ci sera soumise au consensus de l'Instance bassin EFE.

Art. 15. Les chambres se définissent un ROI propre. Celui-ci ne peut être en opposition avec les dispositions du présent ROI.

Approuvé lors de la séance de l'Instance bassin EFE de du

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200251]

15 JANUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het type-huishoudelijk reglement van de regio-instanties ingesteld bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs. — Vorming. — Arbeidsmarkt

De Waalse Regering,

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Gelet op artikel 7 van het Samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt;

Gelet op het decreet van 24 april 2014 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bijgaand type-huishoudelijk reglement van de bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 ingestelde regio-instanties is goedgekeurd.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 7 van voornoemd samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 neemt elke regio-instantie haar huishoudelijk reglement binnen de maand van haar oprichting aan op basis van dit type-huishoudelijk reglement.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 15 januari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage

**Regio-instantie Kwalificerend Onderwijs Vorming Arbeidsmarkt van ...
Huishoudelijk reglement**

Genomen overeenkomstig artikel 7 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt (hierna het samenwerkingsakkoord).

HOOFDSTUK 1. — Administratieve zetel

Art. 1. De administratieve zetel van de KOVA-regio-instantie is gevestigd

HOOFDSTUK 2. — Opdrachten

Art. 2. Opdrachten van de Instantie

§ 1. De KOVA-regio-instantie treedt op als interface en overleginstantie tussen de sociale gesprekspartners, de plaatselijke actoren van het kwalificerend onderwijs, de beroepsvorming, de tewerkstelling en de inschakeling.

Zij ondersteunt de sturing van het kwalificerend onderwijs en de beroepsvorming uitgeoefend door de instellingen, met inachtneming van hun prerogatieven, waarbij :

- op plaatselijk niveau gewaakt wordt over de samenhang van het kwalificerend onderwijs en de beroepsvorming met de vastgestelde sociaal-economische behoeften en het bestaande onderwijs- en vormingsaanbod in de KOVA-regio;

- op plaatselijk vlak de ontwikkeling bespoedigd wordt van het gekruist beleid inzake beroepsvorming, kwalificerend onderwijs, tewerkstelling en inschakeling gezamenlijk uitgevoerd door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Daarbij zijn dit hun opdrachten :

1. een permanente dialoog en permanent overleg mogelijk maken tussen de sociale gesprekspartners, de plaatselijke actoren van het kwalificerend onderwijs, de beroepsvorming, de tewerkstelling en de inschakeling;

2. permanent zorgen voor het samenbrengen, samenvatten, kruisen en contextualiseren van de analyses verricht door de besturen, de operatoren uit het onderwijs, de vorming, de tewerkstelling en de inschakeling en de wetenschappelijke en methodologische deskundigen zoals bedoeld in artikel 6, lid 7, in termen van behoeften inzake tewerkstelling, het bestaand aanbod aan kwalificerend onderwijs en beroepsvorming, evenals de beschikbare middelen per KOVA-instantie;

3. op grond van de analyses bedoeld onder 2) en in het kader van de sociaal-economische beleidskeuzes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waals Gewest omschreven in hun respectievelijke plannen, een thematische lijst opstellen voor de beroepstrajecten en deze verspreiden bij de operatoren voor kwalificerend onderwijs, beroepsvorming, tewerkstelling en inschakeling;

4. informatie overmaken, adviezen uitbrengen, beleidslijnen formuleren ten behoeve van de operatoren van het kwalificerend onderwijs (met inbegrip van de "CEFA's"), de beroepsvorming, de inschakeling inzake het aanbod aan kwalificerend onderwijs en beroepsvorming;

5. samenwerkingsverbanden tot stand brengen om gemeenschappelijke projecten te laten ontstaan voor betere lokale regelingen inzake beroepsvorming, kwalificerend onderwijs en inschakeling;

6. zorgen voor de goede werking van de kamer(s) van de regio-instantie, zoals omschreven in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord;

7. de goede werking van elke andere kamer uitvoeren en verzorgen, voor de opname van een nieuwe opdracht in het gekruist beleid inzake kwalificerend onderwijs, vorming en inschakeling door de ondertekenaars toevertrouwd aan de regio-instanties.

§ 2. De instantie kan elk vraagstuk bespreken inzake kwalificerend onderwijs, tewerkstelling en beroepsvorming dat voorgelegd wordt door de actoren bedoeld in artikel 10, § 2, van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK 3. — *Werking*

Art. 3. Samenstelling

§ 1. De samenstelling van de KOVA-regio-instantie wordt omschreven in artikel 6, § 1, van het samenwerkingsakkoord.

§ 2. De KOVA-regio-instantie mag voortdurend of punctueel externe personen als deskundigen op haar zittingen uitnodigen. Die deskundigen zijn niet stemgerechtigd. De punctueel uitgenodigde deskundigen verlaten de zitting als hun aanwezigheid niet meer nodig geacht wordt of op verzoek van de voorzitter.

§ 3. Elke regio-instantie wordt bijgestaan door een ploeg die het secretariaat van de vergaderingen en de opvolging van de acties waarneemt. Deze personen staan onder de functionele verantwoordelijkheid van de coördinator en onder het gezag van de voorzitter. Contractueel hangen de leden van die ploeg, elk wat hem betreft, evenwel af van de Franse Gemeenschap en de FOREm of, voor de regio-instantie Brussel, van "Bruxelles Formation". Ze worden onderworpen aan arbeidsstelsels naar gelang van hun oorspronkelijk lidmaatschap.

Tussen de ploegen van de regio-instanties en hun contractuele autoriteiten worden regelmatig banden georganiseerd met het oog op de opvolging en de vlotte coördinatie van de acties.

Art. 4. Bureau

§ 1. Het bureau van de KOVA-regio-instantie bestaat uit minstens de voorzitter en de 3 ondervoorzitters die aangewezen worden volgens de modaliteiten omschreven in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord. De voorzitters van de kamers zijn ook lid van het bureau.

§ 2. De vergaderingen van het bureau worden voorgezeten door de voorzitter van de KOVA-regio-instantie.

§ 3. Het bureau stelt de agenda op, bereidt de werkzaamheden voor en treft alle dringende maatregelen, onder voorbehoud van goedkeuring door de KOVA-regio-instantie op haar eerstvolgende vergadering.

Art. 5. Oproepingen op de vergaderingen

§ 1. Elke KOVA-regio-instantie vergadert, na oproeping door de voorzitter, minstens vier keer per jaar op basis van een kalender dat in het begin van het kalenderjaar overeengekomen wordt. De datum, de plaats en het uur van de zittingen alsook de agenda en de bijgevoegde stukken worden in de oproeping vermeld. De oproeping en de stukken worden minstens vijf werkdagen voor de datum van de zitting toegestuurd. In geval van dringende noodzakelijkheid, waarover de voorzitter oordeelt, moeten de oproepingen uiterlijk de dag voor de dag van de zitting toekomen.

§ 2. De agenda van de vergaderingen wordt door het bureau opgesteld, rekening houdend met, ondermeer, de ambtshalve te onderzoeken punten en de voorstellen gedaan tijdens de vorige zittingen. De leden die wensen dat een punt op de agenda wordt geplaatst, moeten hun wens aan het secretariaat van de KOVA-regio-instantie mededelen uiterlijk 8 werkdagen voor de datum van de vergadering.

§ 3. Alleen de agendapunten worden besproken. Als de meerderheid van de aanwezige leden ermee instemt, kunnen vraagstukken besproken worden die niet op de agenda staan. Die vraagstukken mogen tijdens dezelfde vergadering evenwel niet het voorwerp uitmaken van een resolutie of van een advies, behoudens andersluidende beslissing genomen bij meerderheid van de stemmen.

§ 4. De leden die de vergadering niet kunnen bijwonen verontschuldigen zich bij het secretariaat, dat de voorzitter daarvan op de hoogte brengt.

Art. 6. Voorzitterschap

§ 1. De zittingen worden geopend, geschorst en gesloten door de voorzitter. De lijst van de verontschuldigten en aanwezigen wordt in het begin van de zitting door het secretariaat aan de voorzitter voorgelegd. De voorzitter laat de notulen van de vorige vergadering goedkeuren. Die goedkeuring en de bemerkings van de leden moeten in de notulen vermeld worden. Die notulen worden door de voorzitter of, desnoods, één van de ondervoorzitters ondertekend en aan alle leden overgemaakt. De notulen worden door het secretariaat van de KOVA-regio-instantie opgesteld.

De voorzitter leidt de debatten en zorgt ervoor dat de bepalingen van dit huishoudelijk reglement nageleefd worden. Hij geeft het woord aan de leden die erom verzoeken.

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter wordt zijn functie beurtelings waargenomen door één van de ondervoorzitters of door het oudste lid dat beurtelings gekozen wordt onder de verschillende componenten van de regio-instantie. Bij gelijke anciënniteit wordt voorrang aan het oudste lid verleend.

Art. 7. Plaatsvervangende en ontslag

§ 1. Bij afwezigheid wordt een gewoon lid door zijn plaatsvervanger vervangen. Het gewoon lid moet zijn plaatsvervanger verwittigen en hem alle nodige stukken overmaken.

§ 2. Als een lid van de KOVA-regio-instantie zonder excuus op vier achtereenvolgende zittingen afwezig is, kan de regio-instantie het probleem aanpakken. Met de instemming van de KOVA-regio-instantie zal de voorzitter een schrijven aan betrokkene richten waarin hij erom verzocht wordt te kiezen tussen regelmatige aanwezigheid en ontslagindiening. Een schrijven in dezelfde zin kan gericht worden aan het orgaan dat hij vertegenwoordigt.

§ 3. Als een gewoon lid ontslag indient of de hoedanigheid verliest waarin hij is aangewezen, houdt hij rechtswege op deel uit te maken van de KOVA-regio-instantie en wordt hij door zijn plaatsvervanger vervangen. De autoriteit die hem gemandateerd heeft, wijst een nieuwe plaatsvervanger aan. Het lid dat ter vervanging van een ander aangewezen wordt, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 8. Communicatie en geheimhouding

§ 1. De zittingen van de KOVA-regio-instantie zijn niet openbaar. De personen die de vergaderingen bijwonen dienen zich te houden aan het geheime karakter van de vertrouwelijke of persoonlijke documenten die hen worden meegegeed alsook aan het geheim van de beraadslagingen en stemmingen.

§ 2. De leden moeten blijk geven van onpartijdigheid en discretie. Bij belangenconflicten neemt het lid geen standpunt in over het betrokken dossier en onthoudt het zich van deelname aan de beraadslaging en de stemming.

Art. 9. Coördinatie en secretariaat

§ 1. De KOVA-regio-instantie garandeert een vlotte werking van haar kamers, zoals omschreven in artikel 6, §§ 2 tot 4, van het samenwerkingsakkoord, en zorgt voor een goede coördinatie van de acties.

§ 2. De secretariaten van de kamers en van de KOVA-regio-instantie werken samen binnen laatstgenoemde onder het gezag van haar voorzitter en van de coördinator.

HOOFDSTUK 4. — *Besluitvormingsproces*

Art. 10. § 1. De voorzitter en de coördinator zijn niet stemgerechtigd. Het lid dat het voorzitterschap waarneemt overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 2, van het huishoudelijk reglement behoudt evenwel zijn stemrecht. Zijn aanwezigheid wordt in aanmerking genomen bij de toepassing van paragraaf 3.

§ 2. De uitgenodigde leden en eventuele deskundigen hebben raadgevende stem.

§ 3. De KOVA-regio-instantie kan slechts op geldige wijze beslissen als minstens 50 % van de leden van elke categorie omschreven in artikel 3, § 1, van het huishoudelijk reglement aanwezig zijn of met volmacht vertegenwoordigd worden. Ze neemt haar beslissingen bij gewone meerderheid van de stemmen waarvan minstens 50 % van de aanwezige leden in elk van de drie bestanddelen van de Instantie. Een lid mag houder zijn van hoogstens één volmacht. Om op geldige wijze in aanmerking te worden genomen, moet de volmacht uiterlijk bij het begin van de vergadering aan het secretariaat van de Instantie overgemaakt worden.

§ 4. Als het quorum niet bereikt wordt, zal de voorzitter de vergadering met dezelfde agenda opnieuw oproepen binnen 15 dagen of langs de elektronische weg handelen; de beslissingen die op de agenda van de aldus uitgestelde vergadering staan, kunnen op geldige wijze aangenomen worden, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 5. De voorzitter maakt het resultaat van de stemming meteen bekend en laat het in de notulen acteren.

HOOFDSTUK 5. — *Samenwerkingspolen en werkgroepen*

Art. 11. § 1. De KOVA-regio-instantie beslist over het aantal en de doeleinden van de binnen haar midden opgerichte samenwerkingspolen naar gelang van de activiteitensectoren, beroepsketens en beroepen die ze als prioritaire thematieken geïdentificeerd heeft.

§ 2. Overeenkomstig artikel 18, § 1, van het samenwerkingsakkoord, bepaalt de KOVA-regio-instantie de samenstelling en werkingsmodaliteiten ervan.

§ 3. De samenwerkingspolen, opgericht voor een duur van hoogstens 3 jaar, eventueel verlengbaar na evaluatie, nemen hun beslissingen bij consensus en delen ze aan de KOVA-regio-instantie mee. De KOVA-regio-instantie stemt in met de voorgelegde projecten en beoordeelt de werkzaamheden van de pool.

§ 4. Voor de vlotte uitvoering van haar opdrachten mag de KOVA-regio-instantie ook elke werkgroep oprichten die ze nuttig acht.

§ 5. Het secretariaat van de KOVA-regio-instantie neemt het secretariaat van de samenwerkingspolen en de werkgroepen waar.

HOOFDSTUK 6. — *Vergadering van de regio-instanties*

Art. 12. De voorzitter van de KOVA-regio-instantie is ambtshalve lid van de Vergadering van de regio-instanties. Hij kan zich binnen die Vergadering laten vertegenwoordigen. Hij moet bij voorkeur door een ondervoorzitter vertegenwoordigd worden en de instemming van het bureau van de Instantie krijgen.

Art. 13. De voorzitters van de kamers worden binnen de Vergadering van de regio-instanties door de voorzitter van de regio-instantie vertegenwoordigd volgens modaliteiten die door elke regio-instantie bepaald worden. Zodoende kunnen de vraagstukken van elke kamer op het niveau van de Vergadering van de regio-instanties behandeld worden.

HOOFDSTUK 7. — *Huishoudelijk reglement*

Art. 14. Het huishoudelijk reglement van de KOVA-regio-instantie wordt aan de goedkeuring van de Regering/het College onderworpen via haar diensten/zijn diensten.

Elke wijziging in het huishoudelijk reglement die niet voortvloeit uit de aanpassing van de wettelijke voorschriften, moet het voorwerp van een voorafgaande aanvraag bij het bureau uitmaken. Als het bureau instemt met het voorstel tot wijziging, wordt de wijziging onderworpen aan de consensus van de KOVA-regio-instantie.

Art. 15. De kamers voorzien in hun eigen huishoudelijk reglement. Dat huishoudelijk reglement mag niet indruisen tegen de bepalingen van dit huishoudelijk reglement.

Goedgekeurd tijdens de zitting van de KOVA-regio-instantie van op

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200252]

15 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, les articles 7, § 1^{er}, alinéa 3, 8, 9 et 13;

Vu le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., les articles 1^{er}, § 2, alinéa 3, 3^o et 9^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation;